



Rapport annuel de résultats 2020

Projet de Formations, Études et Expertises
(CAPACITA)

Guinée

GIN1701311

Table des matières

1	ACRONYMES	4
2	APERÇU DE L'INTERVENTION	5
2.1	FICHE D'INTERVENTION	5
2.2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
1.1.1	<i>Pertinence</i>	6
1.1.2	<i>Efficacité</i>	6
1.1.3	<i>Efficiéce</i>	7
1.1.4	<i>Durabilité potentielle</i>	7
1.1.5	<i>Conclusions</i>	7
3	SUIVI DES RESULTATS	8
3.1	ÉVOLUTION DU CONTEXTE.....	8
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel</i>	8
3.1.2	<i>Contexte de gestion</i>	8
3.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	11
3.2.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	11
3.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	11
3.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	12
3.3.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	12
3.3.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	12
3.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	13
3.4.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	13
3.4.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	14
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	14
3.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	18
3.5.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	18
3.5.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	18
3.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	18
4	SUIVI BUDGETAIRE	21
5	RISQUES ET PROBLEMES	22
6	SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	25
6.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE	25

6.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS	25
7	THEMES TRANSVERSAUX	26
7.1	GENRE.....	26
7.2	DIGITALISATION.....	27
7.3	EMPLOI DECENT	28
8	PILOTAGE	29
8.1	MODIFICATIONS APORTEES A L'INTERVENTION	29
8.2	REORIENTATIONS STRATEGIQUES ENVISAGEES	29
8.3	RECOMMANDATIONS	30
9	ANNEXES	31
9.1	CRITERES DE QUALITE.....	31
9.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR	35
9.3	APERÇU DES MORE RESULTS	35
9.4	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	35

1 Acronymes

ACEA	Agence Communale d'Eau et Assainissement
ANAFIC	Agence Nationale de Financement des Collectivités locales
ANAIM	Agence Nationale des Aménagements et Infrastructures Minières
ANAM	Agence de la Navigation Maritime
ANASP	Agence Nationale d'Assainissement et de la Salubrité Publique
ANG	Acteur Non-Gouvernemental
ASC	Accord Spécifique de Coopération
ATN	Assistant technique National
BEMOP	Bureau d'Embauche de la Main d'œuvre Portuaire
BM	Banque Mondiale
CAP	Connaissances, Attitudes, Pratiques
CEA-PCMT	Centre d'Excellence Africain – Prévention et Contrôle des Maladies Transmissibles
CNFRS	Centre National de Formation et de Recherche en Santé Rurale
CoPiL	Comité de pilotage
CPA	Centre de Perfectionnement Administratif
C-sub	Convention de Subside
DTF	Document technique et financier
ETR	End Term Review
FBR	Financement Basé sur les Résultats
FNI	Fonds National d'Indigence
IM	Intervention Manager
IMT	Institut de Médecine Tropicale
MCIA	Ministère de la Coopération et de l'Intégration Africaine
MTR	Mid-Term Review
M&E	Monitoring et Évaluation
NTIC	Nouvelles Technologies d'Information et de Communication
OSC	Organisation de la Société Civile
PAC	Port Autonome de Conakry
PAI	Port of Antwerp International
PDSR	Promotion des Droits Sexuels et Reproductifs
PNDES	Plan National de Développement Économique et Social
RH	Ressources Humaines
UE	Union Européenne
UG	Unité de Gestion
UGANC	Université Gamal Nasser de Conakry

2 Aperçu de l'intervention

2.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Projet de Formations, Études et Expertises (CAPACITA)
Code de l'intervention	GIN1701311
Localisation	Conakry
Budget total	5 000 000 Euros
Institution partenaire	Institut Médical Tropical d'Anvers, Centre National de Formation et de Recherche en Santé Rurale, Port International d'Anvers
Date de début de la Convention spécifique	Décembre 2018
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	4 août 2019
Date prévue de fin d'exécution	Juin 2023
Date de fin de la Convention spécifique	Décembre 2023
Groupes cibles	Ministère de la Coopération et de l'Intégration Africaine. Ministère du Plan et du Développement Économique, Port Autonome de Conakry, ministères et autres structures étatiques guinéennes et belges impliqués dans le programme de coopération, personnels des organisations, des entreprises, les investisseurs, les organisations en charge du PNDES et les acteurs du programme.
Impact¹	Croissance économique durable et inclusive sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou.
Outcome	Les compétences des parties prenantes de la coopération guinéo- belge sont renforcées en phase avec les opportunités économiques et le développement du capital humain sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou.
Outputs	Les compétences managériales et opérationnelles des acteurs de la zone portuaire de Conakry sont renforcées. Les ressources humaines au sein des institutions/organisations acteurs du Programme de Coopération sont plus performantes. Les acteurs du Programme de Coopération bénéficient d'expertises et d'études stratégiques.
Année couverte par le rapport	2020

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'out come se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté
Rapport des résultats

2.2 Auto-évaluation de la performance

1.1.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	B

L'intervention est clairement ancrée dans les politiques nationales et répond à un réel besoin de renforcement de capacités des partenaires de la coopération Guinée-Belgique. En effet, les ressources qualifiées sont insuffisantes dans de nombreux domaines et le pays nécessite encore certains appuis. Les institutions publiques disposent de peu de ressources pour mener des études permettant d'orienter les stratégies et prendre des décisions basées sur des données objectives. Les demandes sont nombreuses et les domaines d'intervention variés. Elles proviennent essentiellement des partenaires des interventions du portefeuille et des projets tiers.

La note B s'explique par l'évolution du contexte entre la formulation et la mise en œuvre de l'intervention :

- **En ce qui concerne le résultat 1**, portant sur le port de Conakry, le nouveau modèle d'organisation ne permet pas au PAC de jouer pleinement son nouveau rôle. Suite à l'approbation de la DGD, la réalisation d'une étude de faisabilité d'appui au port de Kamsar est prévue le 1^{er} trimestre 2021 afin d'envisager des possibilités de réorientation du résultat1. L'étude couvre le port et son arrière-pays.
- **Pour le résultat 2** : les demandes et appuis en renforcement de capacités sont à la hausse. La nouvelle procédure de demande de financement permet des échanges étroits et constructifs avec les partenaires de la coopération Guinée-Belgique. Les appuis se situent dans le secteur Santé / Éducation et Gouvernance et des préparations d'actions sont en cours dans les secteurs agriculture, assainissement et avec les OSC.
- Enfin, **le résultat 3** prévoit la réalisation d'études stratégiques pour accompagner le développement économique. Les thèmes prépondérants y afférant sont le développement de plans d'entreprise pour des EPA et l'étude de faisabilité d'une assurance maladie à grande échelle. Par ailleurs, les thèmes d'études en préparation sont entre autres la migration et le cadrage macro-économique.

Un réaménagement budgétaire entre les différents axes d'intervention est envisagé avec une revue des ambitions sur ces différents aspects en concertation avec la représentation, le comité de pilotage et le siège (voir point 8.2 réorientations stratégiques).

1.1.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Les difficultés de contractualisation et la suspension de l'appui portuaire en attendant la réorientation du R1, ralentissent le niveau de mise en œuvre de l'intervention. Cependant, depuis respectivement Mai et Juillet 2020, un IM et un ATN sont en place. Les risques et les difficultés sont bien identifiés et des dispositions sont prises afin d'y

pallier et d'atteindre les outputs recherchés (manuel de procédures, réaménagement budgétaire). En 2020, l'efficacité s'est améliorée considérablement par rapport à l'année précédente.

1.1.3 Efficience

	Performance
Efficiencie	C

Il n'y a pas de problème lié aux inputs que ce soit dans leur disponibilité ou dans l'utilisation. En revanche, les mesures de prudence liées à la pertinence des actions du résultat 1 amènent à une faible utilisation des fonds en attendant une prise de décisions (voir point 9.4). Au niveau des résultats 2 et 3, un progrès considérable est observé. La collaboration avec des ANG belges constitue à cet effet, un facteur clé de réussite.

1.1.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	NA

La durabilité ne peut pas encore être évaluée à ce stade de l'intervention. Le système de monitoring a été raffiné et permettra de suivre des aspects de durabilité des formations (en utilisant le modèle de Kirkpatrick) et des études (l'indicateur R3I2 permet de mesurer l'utilité ex post).

La conception des actions prend en compte dès le début, l'aspect durabilité et devient ainsi, un critère important dans la sélection des projets à financer. Notons que les études, comme le développement d'un plan d'entreprise, ont pour but d'assurer une durabilité des actions.

1.1.5 Conclusion

L'action enregistre du retard suite à l'accumulation des facteurs tels que : les contraintes liées aux procédures de contractualisation - le recrutement récent de l'IM et l'ATN de haut niveau – le contexte global en lien avec les élections – le contexte COVID et enfin le contexte du port de Conakry. Néanmoins, les préalables sont en place et les besoins exprimés par les partenaires sont de plus en plus nombreux et pertinents. Toutefois, les premières requêtes sont appuyées en 2020 et le retard sera difficile à absorber même si des ajustements sont réalisés.

Intervention Manager Enabel
Erwin Dickens

3 Suivi des résultats

3.1 Évolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

L'économie : Bien que la croissance économique globale ait été portée par le dynamisme du secteur minier, la pandémie de COVID-19 a considérablement pesé sur l'économie non minière. La croissance réelle devrait atteindre 5,2 % en 2020, mais l'activité non minière ne devrait croître que de 2,4 %, soit environ la moitié des projections d'avant la pandémie. La hausse de la production minière ne s'est pas traduite par une augmentation des recettes budgétaires. La situation s'est également dégradée pour les ménages les plus vulnérables et les travailleurs de l'économie informelle.

L'inflation globale devrait revenir à un chiffre d'ici la fin de l'année 2020, après avoir dépassé 10% plus tôt en raison de l'augmentation des prix des produits alimentaires et des frais de transports liée à la Covid-19. En raison des dépenses du plan de riposte Covid-19, le solde budgétaire de base a accusé un déficit de 1,1% du PIB fin août 2020. Les réserves internationales brutes ont été maintenues à 3,8 mois de couverture des importations.

Politique : La révision constitutionnelle suivie des élections présidentielles contestées ont émaillé l'année 2020. Les violences pré et post électorales ont fait des dizaines de morts et plusieurs blessés. Au niveau du portefeuille, les perturbations, manifestations et journées ville morte ont engendré la perturbation de près d'un mois de travail (cumul des journées pendant lesquelles les collaborateurs n'ont pas pu se rendre au travail).

Coopération au développement : On note en cette fin d'année, le désengagement (effectif ou programmé) de plusieurs acteurs internationaux dont le départ de la Fondation Tony Blair. La Guinée est par ailleurs marquée par une faible présence des agences de coopération « traditionnelles » en Afrique de l'Ouest (intervention JICA très limitée, pas de bureaux de la Coopération Suisse ni du Canada, du Luxembourg ou Pays Bas, pas de bureau UNCDF...). Enabel et l'AFD sont les principales agences bilatérales européennes actives en Guinée.

3.1.2 Contexte de gestion

Contexte sanitaire :



Figure 1: Les étudiants en Santé Publique à UGANC

(impact sur les missions d'expertises, les backstopping, les revues externes...). Ces mesures restent d'application et compliquent la mise en œuvre fluide du portefeuille.

A l'instar des autres pays, la Guinée a été frappée par l'épidémie de COVID 19. Si les chiffres de contamination restent modestes, on dénombre un taux important de collaborateurs Enabel atteints depuis le début de l'épidémie au mois de mars (de 10 à 15%). Le gouvernement a pris des mesures strictes de restriction des mouvements à l'intérieur du pays (impact sur les missions terrain), de limitation des regroupements (impact sur les réunions et les formations), et sur les déplacements internationaux

Riposte COVID : Enabel Guinée a mis en place un certain nombre de mesures d'adaptation, notamment à travers le télétravail, les solutions digitales, les dédoublements de groupes, etc... mais on constate d'importantes limites à ces solutions alternatives :

- Possibilités de télétravail réduites pour les collaborateurs nationaux : faible accès à l'électricité et à internet, conditions de logement pas toujours propices au travail à domicile, sécurisation du matériel informatique non garantie (vols ou casse) ...
- Missions à distance (type backstopping) : à considérer comme des pis-aller préférables à l'absence totale d'appuis mais le travail à distance et les discussions virtuelles ne remplacent pas le contact direct (perte de richesse de l'échange, plus de moments informels dans lesquels les questions les plus sensibles se traitent souvent...).

Le document de présentation du portefeuille Guinée 2019-2023 définit le Projet de Formation, Études et Expertises -pilier 3 du portefeuille (rebaptisé CAPACITA) - comme « un instrument souple qui complète les autres interventions ». Si certains axes sont d'ores et déjà identifiés (zone portuaire et santé/IMT notamment), d'autres restent ouverts (résultats 2 et 3). Ils nécessitent une formalisation des modalités de fonctionnement et des processus de décisions. Les besoins en renforcement de capacités sont importants et variés. Pour assurer plus d'équité dans l'appui à apporter, un **manuel de procédures** simplifié a été rédigé. Ce document est diffusé au sein des interventions Enabel et auprès des partenaires institutionnels en Guinée.

Le manuel concerne toutes demandes impliquant un budget non dédié. Il est validé par le comité de pilotage programmé. Par la suite, les demandes sont validées par le même comité et les modalités d'exécution déterminées selon la nature des requêtes.

Dans le cadre de l'intervention CAPACITA, le comité de pilotage décide de l'attribution des fonds et effectue le suivi général de l'intervention. Son secrétariat est assuré par l'Unité de Gestion (UG). Le CoPil est composé de 3 membres de droit (MCIA, le Ministère du Plan et du Développement Économique et Enabel).

Trois modes de contractualisation sont possibles pour l'exécution des formations, études et expertises :

- **Marché public de services ou de fournitures.** La durée maximale du marché ne peut excéder 12 mois et la clôture du dossier doit être planifiée avant mai 2023 ;
- **Convention de subsides :** la durée prévue d'une Convention de Subside pour la réalisation ne peut pas dépasser 24 mois. La clôture du dossier doit être planifiée avant mai 2023 ;
- **Accord spécifique de coopération :** la durée maximale de l'accord ne peut excéder 24 mois et la clôture du dossier doit être planifiée avant mai 2023.

3.1.2.1 Modalités de partenariat

Un Accord Spécifique de Coopération (ASC) signé avec l'IMT est actuellement en cours d'exécution. Un subside signé avec l'institut Egmont-CPA est également en exécution pour renforcer l'efficacité de l'Administration Publique Guinéenne à travers la formation des hauts cadres.

Les contraintes liées aux procédures de contractualisation retardent de façon significative, l'exécution des activités.

Excepté les organisations nominativement citées dans le DTF, toutes les autres y compris les organisations guinéennes, ne sont éligibles aux subsides qu'après un scan organisationnel positif. En 2020, aucun scan n'a été réalisé pour diverses raisons. Cependant, plusieurs scans sont planifiés en 2021. Dans un premier temps, ces scans concerneront les EPA surtout ceux déjà audités sous demande de FBR et de la BM. Les résultats de ces scans, s'ils s'avèrent positifs, nous permettront d'octroyer des subsides aux partenaires guinéens afin de renforcer leur niveau d'engagement dans les actions du programme de coopération et faciliter ainsi l'appropriation et la durabilité des acquis.

Pour l'instant, les Marchés Publics restent l'outil de préférence de contractualisation. Toutefois, d'autres partenaires seront identifiés au cours de l'intervention et les modalités de partenariat dépendront de la nature des requêtes soumises par les bénéficiaires.

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

Au total, quatre réunions de comité de pilotage ont été organisées en 2020. La première s'est tenue en février 2020, la deuxième en juin 2020, la troisième en novembre 2020 et la dernière en décembre 2020. Toutes ces réunions ont statué sur les requêtes de financement soumises par les différents partenaires du Programme de coopération.

Les documents opérationnels tels que le règlement d'ordre intérieur, le manuel de procédures et le cadre de suivi et évaluation sont finalisés.

Pour des raisons d'équité et de transparence, il est convenu que les demandes de financement pour les études et expertises soient soumises à une grille d'évaluation. Un manuel V2 de procédures a été rédigé et a été proposé au comité de pilotage en novembre 2020 pour validation. Dès cet instant, les demandes sont analysées par Capacita et proposées au comité de pilotage pour validation.

3.2 Performance de l'outcome



3.2.1 Progrès des indicateurs

Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Pourcentage des personnes formées démontrant un changement de comportement, dans l'exercice de leur fonction/mandats	0%	NA	NA	70%
Nombre d'organisations partenaires démontrant une performance améliorée	0%	NA	NA	70%
Pourcentage du budget R1 dédié aux activités liées au Numérique au service du développement est d'au moins 50% du budget total prévu.	0%	NA	0%	50%

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Les indicateurs proposés lors de la formulation sont revus et repris dans la matrice de suivi et évaluation (PILOT). L'indicateur lié au résultat₁ a besoin d'actualisation en fonction des résultats de l'étude de faisabilité d'appui au port de Kamsar en préparation avec le partenaire de l'Agence Nationale des Aménagements et Infrastructures Minières (ANAIM) avec l'appui du PAI.

Les progrès portent essentiellement sur la phase de démarrage et la mise en place des préalables. Il est actuellement trop tôt pour détecter un impact au niveau de l'outcome.

3.3 Performance de l'output 1



3.3.1 Progrès des indicateurs

Les activités ainsi que les indicateurs de résultat 1 sont à revoir en 2021 pendant l'exercice de réorientation.

Indicateurs	Valeur de base	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Nombre de cadres et de collaborateurs des institutions portuaires PAC, ANAM et BEMOP qui ont augmenté leurs compétences dans des thèmes liés à la gestion portuaire	NA	NA	NA	500
% des apprenants ayant amélioré le degré de savoir et de savoir/faire à la fin de la formation	NA	NA	NA	75%
Pourcentage du budget R2 dédié aux activités liées au 'Numérique au service du développement est au moins 50% du budget total prévu	NA	NA	NA	50%

3.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
Consultances internationales en appui ponctuel ou perlé aux autorités portuaires du PAC sur différents thèmes liés à la gestion portuaire	NA	NA	NA	
Stages et formations académiques dans le domaine du management portuaire	NA	NA	NA	
Formation des dirigeants et des formateurs du BEMOP	NA	NA	NA	
Formation des 'dockers' sur la sécurité sur le lieu du travail	NA	NA	NA	
Mise en place d'un système d'information numérisé de sécurité navale Renforcement des compétences des 'NTIC' des agents des administrations portuaires	NA	NA	NA	
Faciliter des partenariats entre le PAC et le secteur privé	NA	NA	NA	
Formation des acteurs portuaires en anglais maritime	NA	NA	NA	

Le résultat¹ de l'intervention prévoit des activités d'appui au Port Autonome de Conakry (PAC) afin qu'il puisse jouer son rôle de façon efficace. Cependant, compte tenu de plusieurs aspects liés à la gestion du port, confiée désormais à la société Albayrak (contrat de concession), les contacts avec le PAC sont devenus inexistantes et l'appui d'un montant total de 1 637 136 (soit 30% du budget total) est actuellement suspendu. Aucune activité de ce résultat n'a été réalisée en 2020 avec un retard considérable sur le niveau d'exécution de l'intervention. De ce fait les indicateurs ne peuvent être atteints.

Comme mesures correctives, suite à l'approbation de la DGD et du Ministère guinéen de la Coopération, une alternative sera élaborée sur base de l'étude de faisabilité d'appui au port de Kamsar en début 2021.

3.4 Performance de l'output 2



3.4.1 Progrès des indicateurs

Indicateurs	Valeur de base	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Nombre de personnes au sein des services médicaux, des services d'appui aux entrepreneurs et autres institutions de la zone d'intervention du programme bilatéral qui ont augmenté leurs compétences	0	525	165	1350
% des apprenants ayant amélioré le degré de savoir et savoir-faire à la fin des formations	0%	75%	80%	80%
% du budget R2 dédié aux activités liées au 'Numérique au service du développement est au moins 50% du budget total prévu	0%	60%	50%	50%

3.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités 2	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
Organisation des études et stages en lien avec les thématiques du programme		X		
Formations dans le domaine de la santé et la PDSR		X		
Formation et échanges sur des pratiques innovantes/numérique		X		
Organisation de formations à la demande dans le cadre d'une approche intégrée/holistique		X		

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

L'état d'avancement des activités se décline comme suit.

- **E-Learning : CNFRSR-Mafèrinyah**

En lien avec l'intervention PDSR (she decides), une Convention Spécifique a été signée avec l'IMT et est en cours d'exécution. Elle concerne la réalisation des cours pilotes en e-learning portant sur la Santé Sexuelle et Reproductive, la Méthodologie de Recherche et les Soins de Santé Primaire. Les premières activités ont été réalisées et 6 cohortes ont été formées sur les 3 cours. Au total, il s'agit de 175 personnes dont 24 % de femmes.

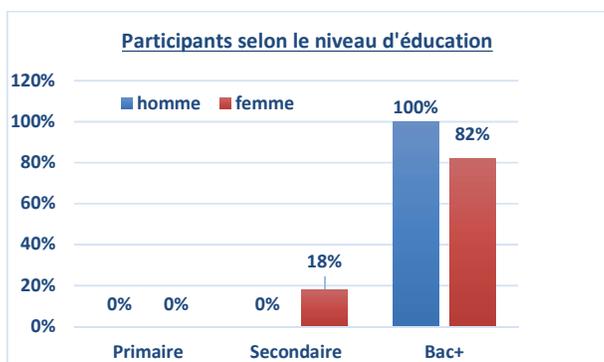
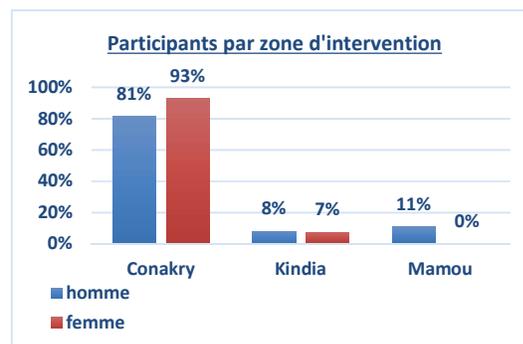
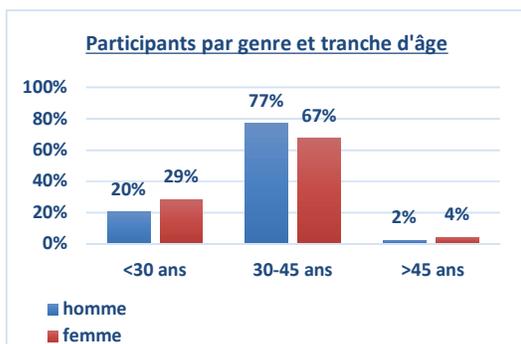


Figure 2: Centre de formation de Mafèrinyah

Les cours ont démarré le 3 janvier et continuent. 88% des participants aux différents cours sont guinéens avec un niveau BAC et compris dans la tranche d'âge 30-45 ans. Les participants viennent majoritairement de Conakry et seulement 15% sont actifs à Mamou et Kindia. La stratégie d'action pour optimiser et pérenniser les formations a été discutée et déterminée avec l'IMT.

Tableau sur le nombre de personnes formées par cours et cohorte (janvier 2021)

Cours	Nombre Cohortes	Participants		
		Hommes	Femmes	Total
eSSR	1	19	5	24
eSSP	2	28	8	36
eMR	3	86	29	115
Total général	6	133	42	175



Les résultats des 6 cohortes de formation (e-SSP, e-SSR, e-MR) indiquent un taux de participation élevé des femmes à Conakry et qui baisse de plus en plus qu'on s'éloigne de la Capitale. Les participants du niveau secondaire sont exclusivement composés de femmes.

- **CEA-PCMT – IMT / VUB**

Suite à l'expérience positive avec le CNFRSR en collaboration avec l'IMT, Capacita a financé un programme de développement du curriculum MSc et PhD en Santé Publique au sein de UGANC. L'appui concerne l'installation d'une plateforme digitale d'apprentissage dans le but de stimuler l'approche e-learning et d'intensifier les échanges entre IMT et CEA-PCMT en matière d'enseignement. Avec cet appui, le CNFRSR ambitionne d'être un centre d'enseignement de qualité supérieure qui pourrait attirer des étudiants de la sous-région. En 2020, le curriculum a été élaboré et les installations des équipements ont été faites. Pour assurer une alimentation continue en courant électrique, une installation panneaux solaires a été faite.



Figure 3: Atelier de validation des curriculums MSc et PhD à Coyah

- **CPA – Egmont**

La collaboration entre le CPA et l'Institut Egmont date depuis 2018. Suite à une formation au bénéfice des diplomates guinéens, il était convenu un cycle de formation pour les hauts cadres de l'Administration Publique guinéenne. Ceci s'est matérialisé en 2020 à travers une Convention de Subside pour soutenir un programme intense d'accompagnement de 20 hauts cadres sur 24 mois. Il s'agit de renforcer les capacités de ces hauts cadres dans leur fonction de manager : traduire une politique en action, la gestion d'équipes, gérer un service, les techniques de négociation et plus. Le programme est composé de 10 modules de formation (5 jours chacun). A cela s'ajoute la réalisation des projets personnels pour la mise en pratique des nouvelles connaissances acquises.



Figure 4: Séance de travail avec l'équipe du CPA

Par ailleurs, des actions sont en cours de réflexion pour élargir ce programme d'accompagnement aux hauts cadres des niveaux déconcentré et décentralisé (collectivités locales, ...) des régions de Mamou et Kindia.

3.5 Performance de l'output 3

3.5.1 Progrès des indicateurs

Indicateurs	Valeur de base	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Le taux des études réalisées dans le cadre du développement économique qui ont connu une suite sous forme de nouveaux engagements de capitaux privés pour réaliser des investissements concrets.	0%	87%	NA	75%
Le taux de satisfaction des demandeurs des expertises au regard des atteintes des objectifs fixés dans les termes des références du partenaire-demandeur.	0%	81%	80%	80%

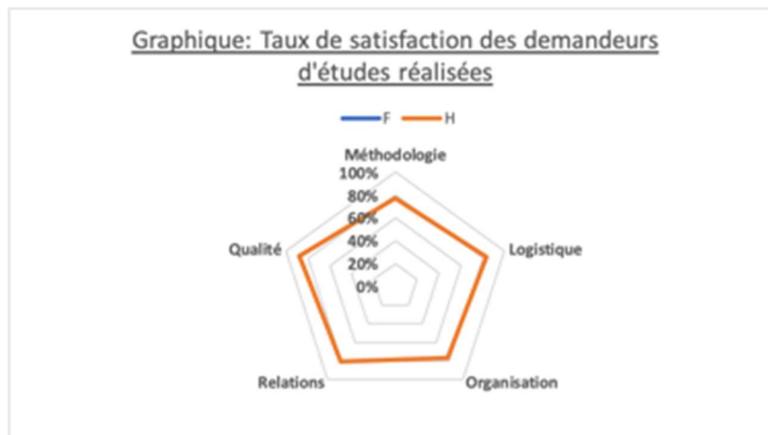
3.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités 3	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
Réaliser des études économiques pour accompagner des investissements		X		
Réaliser des études nouvelles opportunités, innovations ou problèmes apparaissant en cours de de mise en œuvre du programme		X		
Mise à disposition d'expertise pour améliorer la coordination de l'aide et le suivi du PNDES		X		
Formations et équipements légers au bénéfice des acteurs guinéens en charge de la coordination et le suivi de la coopération internationale		X		

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

▪ CEA-PCMT Étude Covid-19

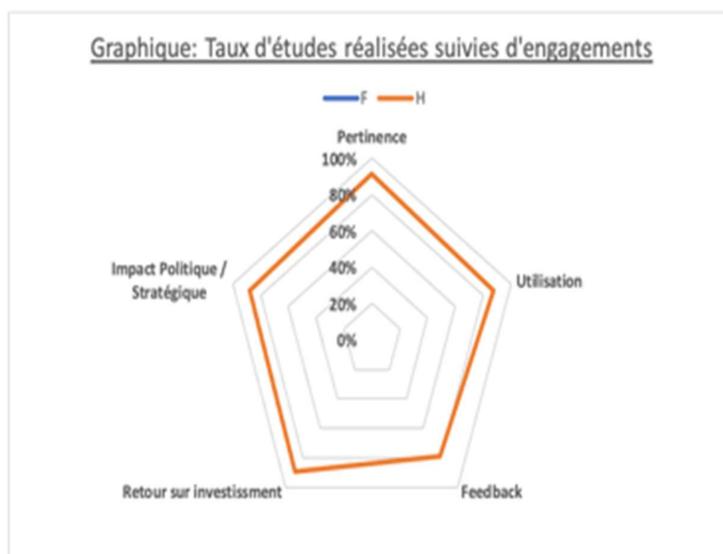
Au début de la pandémie Covid-19, en collaboration avec CEA, une enquête auprès de la population a été faite pour cerner leur perception de la Covid-19 ainsi que leur acceptation des mesures barrières prises. Ceci a été documenté dans une publication et partagé avec les différents acteurs clés. L'étude a contribué à prendre des mesures sanitaires prises immédiatement par le gouvernement pour limiter l'impact du Covid-19.



Le taux de satisfaction de l'étude réalisée sur la perception de la Covid-19 ainsi que sur l'acceptation des mesures barrières prises est de 81%. L'évaluation a été faite par quatre cadres du Ministère de la santé à travers un questionnaire.

Le taux de satisfaction a été évalué selon cinq dimensions (qualité, logistique, méthodologie, organisation et relation). La qualité de l'étude réalisée est déterminée selon la satisfaction des attentes des demandeurs de l'étude. La logistique de l'étude est appréciée par l'adéquation du timing de réalisation de l'étude. La méthodologie est examinée par rapport à l'adaptation de l'approche utilisée aux réalités du terrain. L'organisation de l'étude est exprimée par l'équilibre entre la durée de l'étude et la qualité des supports. Les relations sont analysées par rapport aux interactions entre toutes les parties prenantes (prestataires, clients, ...).

Pour les prochaines évaluations, l'intervention s'assurera de la participation effective des responsables femmes des différentes organisations partenaires.



Légende

- **Pertinence** : Niveau d'adéquation des résultats de l'étude aux besoins exprimés
- **Utilisation** : Exploitation des résultats de l'étude et leur aboutissement à des actions concrètes
- **Feedback** : Retour constructif des collègues, collaborateurs ou partenaires sur les résultats de l'étude
- **Retour sur investissement** : Les résultats de l'étude valaient-elles l'investissement ?

Impact politique/stratégique : L'étude a-t-elle eu un effet au niveau de la politique/ stratégie dans la matière ?

Selon le Ministère de la Santé, cette étude a contribué de façon significative (score de 87%) dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 en Guinée à travers :

- Le développement des modules de formation des prestataires de soins des régions de Kindia et Mamou en Prévention et Contrôle des Infections (PCI) ;
- La prise de décision mais aussi le choix des interventions prioritaires dans la réponse à la pandémie de Covid-19 en Guinée ;
- La rédaction de deux articles qui ont été soumis à des revues scientifiques du comité de lecture ;
- L'étude a également fait l'objet de deux abstracts qui ont été présentés aux congrès de Santé Publique de IRSP (Institut Régional de Santé Publique) de OUIDAH.

→ **Etat d'avancement des nouvelles études :**

▪ **Couverture Santé Universelle**

Sur la base d'une note conceptuelle, un dialogue avec le Ministère de la Santé a été entamé pour réaliser une étude de faisabilité de la couverture santé universelle. Suite à une concertation interne, le dossier a été transféré à l'autorité compétente du Ministère de l'Action Sociale et des Personnes Vulnérables (MASPV) avec l'appui du Fonds d'Indigence (FNI). Les TDR ont été élaborés par le MASPV qui a introduit le 21 Décembre 2020, une demande officielle d'appui. Il s'agit en premier lieu d'organiser une étude de faisabilité d'assurance maladie à grande échelle y compris pour le secteur informel et les personnes vulnérables. Les potentiels partenaires dans le financement sont FNI, ANAFIC, BM et EU. Enabel a déjà une bonne expérience dans la mise place de ces systèmes au Sénégal.

▪ **Migration, cadrage macro-économique, gestion du cycle budgétaire, suivi des investissements**

En concertation avec INTEGRA, une note conceptuelle a été élaborée concernant le développement d'un système de collecte de données et d'échanges entre INS et STATBEL afin de constituer une base de données pour des décisions informées dans le domaine de migration internationale. Les contacts seront renforcés en Q1 de 2021 afin de concrétiser cette collaboration. Le Secrétaire général du Ministère du plan et Développement Économique a également exprimé son intérêt de coopérer dans le domaine du cadrage macro-économique, la gestion du cycle budgétaire et le suivi des investissements publics.

4 Suivi budgétaire

Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, à la date du 31 décembre 2020, le projet Capacita a enregistré un taux de décaissement d'environ 13%. Le résultat 1 a connu le plus faible taux de déboursement compte tenu de sa réorientation qui devrait être faite après l'étude de faisabilité d'appui au port de Kamsar en cours.

Tableau sur le taux de déboursement de fonds (31 décembre 2020)

Budget		Dépenses				Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année n
		Années précédentes		Année couverte par le rapport (n)	Dépenses cumulatives		
Total	5.000.000 €	2018	2019	2020	Au 31/12/2020	Au 31/12/2020	Au 31/12/2020
			137.479 €	508.120 €	645.599 €	4.354.401 €	12,86%
Output 1	1.637.136 €	0 €	26.108 €	291 €	26.399 €	1.610.737 €	1,61%
Output 2	1.016.000 €	0 €	22.717 €	252.395 €	275.112 €	741.234 €	26,77%
Output 3	1.500.000 €	0 €	30 €	216.963 €	216.993 €	1.283.007 €	14,47%
Moyens Gén.	846.864 €	0 €	88.624 €	38.470 €	127.441 €	719.423 €	15,05%

5 Risques et problèmes

Parmi les risques identifiés lors de la formulation, aucun ne subsiste. Mais depuis lors, en raison des facteurs externes, l'atteinte de résultat 1 se trouve à haut risque. En effet, ce qui est prévu ne sera pas réalisé. Suite à l'approbation de la DGD et du Ministère guinéen de la Coopération, une alternative est en cours de réflexion (Port de Kamsar et son arrière-pays).

5.1.1 Analyse et traitement des risques

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque 1	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
La durée de la procédure de modification et d'approbation de la réorientation du résultat 1 qui pourrait impacter le taux d'exécution des activités du resultat1	05/10/2020	OPS	Haute	Haute	Très Élevé

Traitement du risque 1			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Étude de faisabilité d'appui au port de Kamsar avec l'appui du PAI	DICKENS Erwin	15/03/2021	La mission du PAI débutera le 26 janvier.	En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque 2	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
L'impact négatif de la pandémie Covid-19 sur le déroulement des activités	08/05/2020	OPS	Moyen	Haut	Haut

Traitement du risque 2			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Identification et mise en œuvre d'activités alternatives adaptées à la situation (appui à la coordination de la riposte COVID)	DICKENS Erwin	31/12/2021	Renforcer les dispositifs en ligne	En cours

5.1.1 Analyse et traitement des problèmes

Identification des problèmes			Analyse des problèmes
Description du problème 1	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Recrutement tardif du personnel expatrié et local entraînant un retard d'exécution	30/06/2019	OPS	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Recruter un Intervention Officer	DICKENS Erwin	01/04/2021	Les TDR sont élaborés et en cours d'analyse et validation	En cours

Identification des problèmes			Analyse des problèmes
Description du problème 2	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Incohérence de l'appui portuaire de la Coopération à la zone portuaire de Kamsar qui est hors zone d'intervention (Conakry-Kindia-Mamou).	22/01/2021	OPS	Haut

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
S'adapter aux résultats de l'étude de faisabilité d'appui au port de Kamsar avec l'appui du PAI	N/A	15/03/2021	RAS	En cours

Identification des problèmes			Analyse des problèmes
Description du problème 3	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Inefficience financière de l'intervention Capacita. Pour obtenir un visa Schengen, les participants doivent voyager à Dakar. Ceci à un coût de +/- 3000 euros par personne tout compris. On prévoit déjà un montant de 100 000 euros à dépenser pour ces modalités administratives.	16/09/2020	FIN	Moyen

Identification des problèmes			Analyse des problèmes
Description du problème 3	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Conditions contraignantes de contractualisation avec les partenaires locaux qui allongent le timing de démarrage des activités.	05/10/2020	OPS	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Planifier des scans organisationnels, des formations par les ECA et poursuivre les prises de contact avec les organisations internationales dans le but de renforcer les capacités des partenaires locaux.	DIALLO Alpha Oumar Korke	31/03/2021	Les 5 premiers scans sont programmés pour le mois de mars 2021	En cours

6 Synergies et complémentarités

6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Le contenu du projet CAPACITA a été diffusé auprès des responsables des autres interventions. Les demandes concernent leurs partenaires et l'analyse a porté sur le lien entre les objectifs de la requête, ceux du portefeuille et ceux du pays. Le projet PdFEE (rebaptisé CAPACITA) est transversal à l'ensemble des interventions et projets tiers et vise à mettre à disposition des expertises, à organiser des formations et des études afin de rendre plus performants les partenaires. La grille d'évaluation des requêtes présentées à CAPACITA garantit le lien avec les autres interventions du portefeuille.

Plusieurs actions entreprises par Capacita viennent en complémentarité avec les autres interventions du Portefeuille. A titre illustratif, on peut citer le programme de formation e-learning en Soins de Santé Primaire, Santé Sexuelle et reproductive et méthodologie de la Recherche en synergie avec le projet She decides.

6.2 Avec les projets pour tiers

Comme pour le portefeuille, CAPACITA appuie également des requêtes pertinentes provenant des partenaires liés à ces projets. Des séances de prise de contact avec quelques partenaires de ces projets sont déjà réalisées et des sessions d'échanges et de travail sont en cours pour déterminer, en concertation avec lesdits projets (Integra et Sanita), les actions pertinentes et complémentaires de renforcement de capacités à soutenir par Capacita. Le projet « Parcours d'accompagnement des hauts cadres de l'Administration Publique Guinéenne » porté par l'institut Egmont-CPA qui implique les agents des différentes organisations du niveau central, partenaires de la Coopération Guinée-Belgique est un bel exemple à cet effet.

7 Thèmes transversaux

7.1 Environnement et changement climatique

Les actions de CAPACITA ne prévoient pas d'aborder cet aspect dans les budgets dédiés. Toutefois, les requêtes abordant cette thématique seront étudiées avec un intérêt particulier au regard de l'importance du thème. Il y a un projet en cours de préparation concernant l'énergie renouvelable porté par le laboratoire LEREA de l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry.



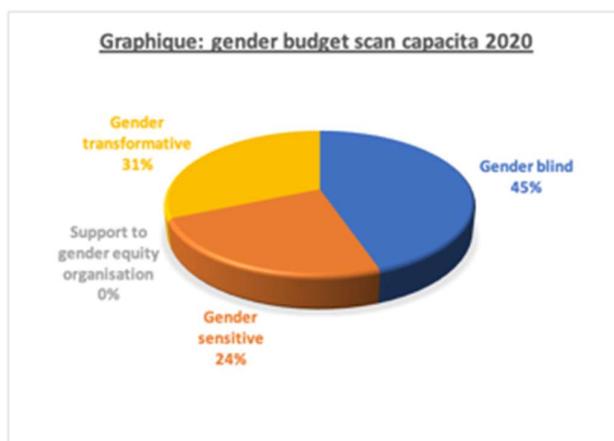
Figure 5: Installation de panneaux solaires à l'UGANC

7.2 Genre

Capacita tient compte de l'aspect genre dans la mise en œuvre de ses activités notamment en facilitant l'accès des femmes à la formation et faciliter la progression de leur carrière. C'est le cas par exemple des actions de promotion de formation e-learning en méthodologie de recherche (en cours d'exécution) qui ont augmenté la participation des femmes à la formation. Le taux de participation des femmes à ces cours e-learning représente aujourd'hui 44% sur une cohorte de 25 personnes contre 21% dans les formations précédentes (programme de démarrage).

Au niveau de la sélection des candidats pour le programme de formation CPA-Egmont, la parité homme / femme constitue également une exigence à travers des procédures séparées en homme et femme. Également, le recrutement du personnel propre de Capacita suit le même schéma.

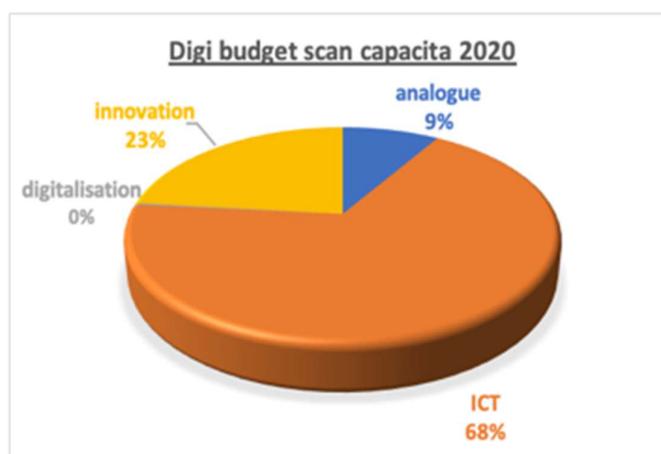
Les résultats du graphique ci-dessous démontrent qu'en 2020, aucune demande n'a été soumise dans le cadre d'un appui spécifique aux organisations de promotion de la parité genre. A cet effet, des dispositions conséquentes seront prises en concertation avec les autres interventions du portefeuille.



En résumé, 45% du budget total dépensé par Capacita en 2020 portaient sur des actions de « gender blind », 24% sur des actions « gender sensitive » et 31% consacrés aux approches transformatives genre.

7.3 Digitalisation

En matière de digitalisation, les formations e-learning amorcées dans le programme de démarrage se poursuivent avec un accent sur les violences basées sur le genre, la santé sexuelle et reproductive et les méthodologies de recherche. La digitalisation est également prise en compte dans l'enseignement du programme de Master et du doctorat (plateforme numérique) en Santé Publique à l'UGANC. Les stratégies développées associent le e-learning pour les cours théoriques, le présentiel pour les cours pratiques ainsi que les stages pour le suivi post-formation et l'utilisation des acquis. Des mesures incitatives non financières sont également prévues pour assurer la motivation des apprenants.



En 2020, comme l'indique le graphique ci-dessus, 68% du budget annuel dépensé par l'intervention, prenaient en compte des actions ICT (hardware) et 23% du budget portaient sur des actions d'innovation dans le domaine de la digitalisation. Cependant, aucune action n'a encore été appuyée dans le cadre de la digitalisation (software usage).

7.4 Emploi décent et droit de l'homme

NA à ce stade de l'intervention. Toutefois, des séances de concertation et d'échanges ont été réalisées avec des ONG internationales travaillant dans le secteur, notamment belges en vue des actions futures dans le domaine. Par ailleurs, des synergies seront aussi dégagées avec le projet Integra financé par l'Union européenne. Il s'agira entre autres, des études dans le cadre de la problématique de migration.

8 Pilotage

8.1 Modifications apportées à l'intervention

Compte tenu du décalage avec le début de la programmation des activités 2019 et le recrutement tardif de l'IM et l'ATN, la plupart des activités telles que programmées dans le portefeuille ont dû être reprogrammées. Par la suite, le retard s'est accentué suite aux changements intervenus dans les actions et les procédures.

L'évolution du contexte politique et sanitaire crée un climat d'insécurité et risque de ralentir les activités. Ce faisant, les planifications 2021 devraient être plus adaptés au contexte actuel.

Les changements intervenus dans la gestion du port et le contrat de concession avec la compagnie Turque Alabayrak compromettent également l'atteinte du résultat 1.

Sur base d'approbation de la DGD, une étude de faisabilité d'appui au Port de Kamsar est prévue. Les TDR sont élaborés et la contractualisation avec PAI déjà faite. L'étude se déroulera en Janvier/février 2021 et des résultats sont prévus en Mars 2021.

Il serait opportun qu'une décision soit prise par les autorités compétentes fin 2021 Q1 soit début 2021 Q2 afin de réorienter ce résultat.

8.2 Réorientations stratégiques envisagées

Il y a principalement deux sujets d'importance à souligner, notamment la réorientation du résultat 1 dans sa totalité et puis le raffinement des indicateurs et le système du M+E.

- Au regard des constats explicités dans les points précédents (2.2.1 -3.3 -5), l'output 1 doit faire l'objet d'une réorientation stratégique importante. A cet effet, suite à un échange de lettres, le MCIA et la DGD ont autorisé Enabel à entreprendre une étude de faisabilité d'appui au port de Kamsar. Ce port est sous la responsabilité de l'ANAIM. On espère avoir les résultats de cette étude d'ici fin Mars 2021.
- Une fois la proposition sur la table, le rôle du COPIL devient extrêmement important : c'est le créneau ou les partenaires de la coopération Guinée Belgique se prononcent et proposent un avis en commun vis-à-vis de leurs responsables respectives. En effet, le COPIL propose mais le niveau supérieur dispose. Il est clair qu'il faut une coopération rapprochée à ce sujet afin d'assurer que les décisions des deux parties soient harmonisées point de vue contenu et timing.

Notons également qu'en cas d'avis négatif ou soit de décision négative, une alternative doit s'élaborer. Cette alternative doit circuler aussi à travers le mécanisme brièvement décrit en haut.

- Également au niveau des indicateurs, on propose d'affiner le système de M+E afin de permettre un système plus performant de suivi et évaluation. Il s'agit d'une part de mettre en place un système de M+E selon le modèle de Kirkpatrick dont la plus grande partie de la collecte fera partie des tâches des prestataires tandis que les éléments d'enquête sur l'impact seront collectés par un prestataire indépendant. Ceci permettra au COPIL et par la suite tous les

partenaires de la coopération Guinée- Belgique, de bien apprécier les résultats et d'en tirer de bonnes pratiques.

8.3 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
En fonction des résultats de l'étude d'appui au port de Kamsar, prendre une décision concertée sur la réorientation du résultat 1 de l'intervention	Comité de pilotage	Mars/Avril 2021
Assurer suffisamment de ressources humaines compétentes pour traiter, dans un délai raisonnable, toutes les demandes qui arriveront et assurer la qualité du suivi de l'intervention avec une meilleure performance des organisations suite au renforcement de capacités individuelles.	IM	Mars 2021

9 Annexes

9.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale					
			X		
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
...	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
X	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérent ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
			X	

2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?

	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.

2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?

	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.

2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?

	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
X	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
		X		

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?

	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention). NA					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale		A	B	C	D
4.1 Durabilité financière/économique ?					
A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.				
B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.				
C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.				
D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.				
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?					
A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.				
B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.				
C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.				
D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.				
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?					
A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.				
B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.				
C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.				
D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.				
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?					
A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).				
B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.				
C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.				
D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.				

9.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

Le système de monitoring a été révisé et permettra de suivre des aspects de durabilité des formations (en utilisant le modèle de Kirckpatrick) et des études (l'indicateur R3I2 permet de mesurer l'utilité ex post). Des indicateurs de performance ont été adaptés et seront présentés au prochain comité de pilotage pour approbation. Cependant, ces modifications ne concernent que les résultats 2 et 3. A cet effet, une autre révision sera opérée en 2021 suite aux futures réorientations stratégiques du résultat 1.

9.3 Aperçu des Résultats

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Résultat 1 à modifier ; les indicateurs sont repris dans le cadre de suivi et évaluation
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	NA
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	10/2021
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	07/2023
Missions de backstopping 2021	1 mission cadrage résultat 1 (OPS et EST) 1 mission appui collectivités locales (EST GOV)

9.4 Ressources en termes de communication

Le contenu de CAPACITA a été partagé avec le personnel de Enabel que ce soit dans tous les projets du portefeuille mis en œuvre par Enabel. Un PowerPoint était rédigé, un flyer est disponible. CAPACITA a été présenté également au niveau des ANG belges. En vue de faciliter la gestion et la compréhension et par souci d'équité, un manuel de procédures V2 a été rédigé et validé par le comité de pilotage.

Un appui spécifique par le Communication Officer est prévu continuellement afin d'augmenter la visibilité des actions. Le premier résultat en termes de visibilité était autour du projet de Mafèrinyah et IMT en e-learning.